

# Quousque tandem...! ?

(d'aujourd'hui à hier et demain)

Txus De La Arena

*"La verdad engloba tanto el resultado como el camino. La autentica búsqueda es la verdad donde los miembros separados se reúnen en el resultado".1*

*« La vérité enferme autant le résultat que le chemin. L'authentique recherche c'est la vérité où les éléments séparés s'unissent dans le résultat ».1*

## **Sergi**

... néanmoins l'histoire doit être écrite.

Seul quelqu'un d'extérieur à notre activité, mais proche dans son coeur, pouvait la raconter et l'analyser. Sergi l'a fait.

Trente ans après, c'est le seul travail exhaustif et précis sur l'activité et le contexte politique du M.I.L.

En excluant les autres aspects de notre activité et en cédant à la facilité, seuls les braquages de banque avaient été retenus comme activité du groupe. Ce faisant, les uns et les autres donnaient une image qui correspondait à ce que les journalistes mettaient en avant comme constituant l'action exclusive des anarchistes en général et de notre groupe en particulier. Ce qui résonnait dans leurs têtes ne faisait pas partie de notre intelligence. Le plus lamentable fut que cette tendance eut comme apôtres des anarchistes patentés. Tout se passa comme si la virtualité d'un groupe de jeunes pistoleros leur plaisait davantage que la réalité que, sans mal, ils auraient pu découvrir en allant au fond du travail qu'ils prétendaient accomplir. Si l'étude de notre action n'a jamais été réalisée par ceux qui prétendent lui trouver un certain intérêt, c'est parce que la réalité de notre action rentre en conflit avec un imaginaire fantasmatique constituant la source de leur idéologie.

En écrivant « Le MIL : une histoire politique », Sergi Rosés s'écarte de la vision spectaculaire de l'aventure et fait la lumière sur l'ensemble de l'activité du groupe, et au-delà, du mouvement social sous-jacent, en tentant de saisir sa signification historique.

Quand Sergi préparait son étude, ne le connaissant pas, j'avais refusé de participer ; trop de fadaïses avaient déjà été écrites pour que j'apporte ma participation à une de plus. C'est donc avec plaisir et en toute amitié que je me permets aujourd'hui, à sa demande, d'écrire quelques mots pour l'édition en langue française de son travail, le seul qui, à ce jour, mérite d'être retenu. Pour éviter tout équivoque je dois prévenir le lecteur, les lignes qui suivent sont le fruit de la mémoire partielle de mon apport particulier dans l'action du MIL.

Que l'on ne se trompe pas, malgré les désaccords inévitables entre combattants, pendant cette période, notre complicité criminelle fut sans faille. Nous communions dans une haine qui nous habitait jusqu'à la moelle.

## **DE LA CONSTITUTION A LA RECOMPOSITION**

**Début 70**

### **1936...**

Partout en Ibérie la proclamation du communisme libertaire. Collectivisations en Aragon, au Levant, en Castille. Le stalinisme et la social-démocratie contre la révolution. Le POUM. Alors qu'un nouveau monde coagulait dans les communes paysannes et dans les usines, la bureaucratie cénétiste cédait aux sirènes du pouvoir. Durruti. Ascaso. Durruti et ses amis. Les journées de mai 1937.

A force de reculades et de trahisons, les socialistes avaient goudronné le boulevard franquiste. Si les Croisés semèrent la mort partout en Ibérie, c'est parce que staliniens et sociaux-démocrates exercèrent l'art assassin contre les ouvriers et les paysans qui jetaient les bases d'un communisme contre l'Etat. Les puissances « démocratiques » ne pouvaient qu'abandonner une République incapable de maîtriser les ardeurs communistes des peuples d'Ibérie, ni même accepter le morcellement de ce qui restait d'un Empire. Ayant eu trop peur des Conseils Ouvriers de l'Europe centrale, ils avaient laissés faire Hitler. Ils ne voulaient d'une Espagne ni « *rota* » ni « *roja* » (not:2 ). Après une guerre sans merci et pendant quarante interminables années, le franquisme persécutera toute contestation. Et... des guérilleros trahis par ordre de Staline ou abandonnés à leur sort par la hiérarchie libertaire.

### **1970...**

Moins de dix ans que Facerías, Caraquemada, el Quico et autres Sabaté avaient donné leur vie dans la guérilla. Sans les connaître dans le détail, leurs exploits résonnaient dans nos oreilles comme le murmure lointain de la mer. ETA nous invitait à utiliser tous les moyens. Les luttes ouvrières avaient entraîné chez certains jeunes la pratique d'un nouveau anti-autoritarisme.

Le situationnisme, Vaneigem, le KAPD et les Conseils Ouvriers. K. Korsch. Ruhle. Pannekoek. Et Rosa aussi. Munis, oui, Munis il fallait le lire. Certains avaient déjà digéré Guy Debord. Des contacts avec la Vieille Taupe.

En Europe, les signes de l'échec de la gauche étaient visibles partout : Les Brigades de la Colère en Angleterre, une multitude de groupes armés en Italie, en Allemagne... Des signes.

En Ibérie, les uns et les autres avions fait nos chemins dans la clandestinité.

A Tolosa on avait assoupli nos articulations... Nos intelligences étaient en éveil. L'âge moyen dans le groupe était de vingt-trois ans et nous ruminions Bordiga et *Le Fil du Temps*... Des gamins avec plus d'ennemis que d'amis. Dans le mouvement ouvrier surtout ; le P.C.E. savait à qui il avait affaire, tous les autres léninistes aussi : nous étions des « provocateurs » et... fiers de l'être ! Le mouvement ouvrier cherchait son autonomie, nous étions l'une des conséquences de cette tendance. Puisque nous n'annoncions ni leur langage et ni leurs élucubrations, la petite bureaucratie cénétiste nous regardait d'un très mauvais œil, ils n'avaient pas été très tendres avec les guérilleros cénétistes non plus, Durruti avait été obligé de passer outre. Les prolétaires en Ibérie n'avaient aucune formation, aucune information. Ils luttaient néanmoins. Nous étions pressés. Nous étions certains de ce que nous ne voulions plus. L'immensité des tâches à accomplir nous poussait toujours vers l'avant. Nous voyions plus loin que l'après-franquisme, on s'en foutait pas mal de la momie. Durruti. Durruti. Durruti !

Il m'est impossible de passer sous silence la personnalité d'Oriol Solé Sugranyes sans laquelle l'aventure du MIL n'aurait pas été possible. Même si l'on ne doit pas mésestimer l'apport de chacun, notamment du Petit, Jordi, Jean-Marc Rouillan et Puig Antich. Oriol Solé fut l'initiateur et le moteur de toute l'aventure. De par sa personnalité, sa capacité théorique et son expérience, il fut le catalyseur de nos énergies.

### **Quelques minutes après**

Nos actions devaient être en adéquation avec le niveau de lutte de la classe ouvrière. Les expropriations avaient le même but que celles de Durruti : employer l'argent pour financer la révolte et l'éducation théorique des prolétaires.

Durruti agissait dans un milieu insurrectionnel, nous pas.

Élaboration des textes "constitutives", autant internes, fruit des discussions avec des camarades et destinés à éclaircir notre avenir commun, que ceux dédiés à la propagande (prologues aux

éditions Mayo<sup>37</sup>) et en vue d'agglutiner l'ensemble du mouvement antiautoritaire (note 3), quelques expropriations, un gros travail d'édition, puis... la nécessité de passer à une autre phase de la vie du groupe fut ressenti par tous.

Le texte d'« autodissolution » du M.I.L. a retenu et retient encore l'attention des révolutionnaires partout dans le monde.

Avec l'autodissolution, en se défaisant de leurs vieux liens, les acteurs d'une période tentaient d'approfondir ce qui avait été entamé. La dynamique des uns gênait celle des autres.

Pour quelques participants, l'agitation armée devenait une entrave au développement de l'édition de textes révolutionnaires (Editions Mayo 37). Ceci n'était vrai que dans la mesure où ceux qui voulaient se réfugier derrière une activité séparée, le « travail théorique », de l'ensemble de la pratique révolutionnaire du groupe aspiraient secrètement à ne pas se trouver en première ligne de la répression.

Si l'on ne peut pas oublier que la rédaction de l'« autodissolution » fut le fait de ceux qui prenaient plaisir à se lire, on ne doit pas cacher pour autant que ceux qui ont justifié postérieurement leur action en la décrivant comme ayant été un « front » étaient incapables d'accepter une autre dynamique que la leur. Les crispations des uns aiguïsaient celles des autres.

Même si l'art de la phrase de certains ne fut pas en concordance avec les nécessités du mouvement, et même si l'activisme armé n'était pas non plus en adéquation avec les tâches à accomplir, le « beau texte » d'autodissolution était un constat des divergences, mais aussi la preuve de la capacité de mutation révolutionnaire du groupe. Seules les potentialités révolutionnaires de la société, à un moment donné, permettent aux révolutionnaires de ne pas sombrer. L'action de la police, et la donne politique postérieure due à la mort de Franco, furent telles un révélateur de nos possibilités révolutionnaires autant que celles du mouvement ouvrier...

Absence de liens confirmés avec notre base sociale, tendance au « théoricisme » et une certaine obnubilation de l'action armée par quelques-uns de nos camarades, furent autant de composantes qui rendirent la poursuite de l'aventure commune conflictuelle. Ceci était derrière l'autodissolution, tout comme la volonté de pallier nos carences. Chacun reprenait sa liberté pour mieux poursuivre son chemin.

Postérieurement, au cours de la campagne pour sauver Puig Antich, tandis qu'une partie du groupe participa à la naissance des GARI, les Editions Mayo 37 continuèrent à paraître, et un travail de reconstitution des Groupes Autonomes de Combat fut entamé jusqu'aux années 1977. Dans l'intervalle, nous avons établi des contacts avec Union Ouvrière de Bordeaux, et par mimétisme et complicité nous avons édité plusieurs exemplaires du journal *Unión Obrera, por la abolición del trabajo asalariado y la mercancía* (note4); de même des contacts avec G. Munis eurent lieu, lors d'une réunion qui rassembla une vingtaine de personnes venant de Catalogne et qui voulait constituer la suite d'*Unión Obrera* et des Editions Mayo 37. Nous continuions à nous entraîner au tir au pistolet entre Tolosa et Caraman, une attaque à main armée réussit en Belgique, mais l'inexpérience d'un militant d'Union Ouvrière nous fit perdre notre artillerie dans la poubelle d'un jardin public de Bruxelles, puis provoqua l'arrestation d'un bon camarade. La nouvelle donne post-Franco diluera à jamais nos tentatives.

## **DE LA RECUPERATION**

Nous avons été ce que nous avons fait.

Nous avons fait ce que nous énoncions.

Le but de la récupération est d'invalider le contenu de notre action au profit d'une apparence rendue malléable. Avec de bonnes, mais plus souvent avec de mauvaises intentions, on a cherché à nous associer à telle ou telle tendance politique. Très souvent, cela était du fait de ceux qui n'avaient pas suivi notre chemin et nous avaient refusé leur soutien.

Plus largement, on a voulu faire de nous tantôt des « anarchistes », tantôt des

« communistes », même, plus récemment, des « nationalistes », puis on nous a associés à un antifranquisme qui, pourtant, ne s'est jamais exprimé ni dans nos écrits ni dans notre action ; chacun décalquant nos supposées idéologies sur les siennes, elles, bien réelles.

### ***Puig Antich***

Pourtant la liste, autant que les prologues qui précèdent, de ce qui a été édité par les Editions Mayo 37 aurait dû mettre les idéologues sur la voie.

Nous nous disions nous-mêmes anarchistes, et communistes, et communistes libertaires... Le poids de ces mots dans l'Espagne franquiste était lourd... Lourd d'histoire, lourd de conséquences. Nous nous situions dans la tradition des paysans et prolétaires d'Ibérie, et nous nous complétions avec les expériences conseillistes des prolétaires du centre de l'Europe. Nos consignes valaient plus que des discours (not:5)

Soit un révisionnisme malveillant, soit une mémoire trop courte peuvent être à l'origine de la tentative de qualification de notre action d'« antifranquiste ». Dans ces temps-là, tous ceux qui réduisaient leur action à l'antifranquisme nous haïssaient et entravaient nos mouvements. Nous refusions le « communisme » issu d'une activité minoritaire ; notre communisme présupposait une critique du « Parti » en tant qu'élément moteur et dirigeant de l'activité révolutionnaire. Pour nous, aucune réponse étatique ne pouvait rentrer dans la résolution du conflit entre le salariat et le Capital. Pas une seule minute nous n'avons pensé que l'anarchie pouvait arriver, selon le credo des « libertaires », par l'étirement des règles démocratiques.

Nous avons trouvé le nom de notre activité théorique (Editions Mayo 37) dans les événements de Barcelone de mai 1937. En prenant parti pour les prolétaires qui s'étaient hissés contre les staliniens et l'anarchisme bureaucratique et gouvernemental, nous avons délimité avec précision de quel côté de la barricade nous nous situions.

Aucune confusion n'est possible. Il n'y avait de place dans notre action pour aucun antifranquisme. Nous l'avons écrit et réécrit. Tous ceux qui faisaient profession d'antifranquisme étaient nos ennemis. Si nous ignorions que la droite pouvait être autre chose que franquiste, nous avions la certitude que la gauche n'était rien d'autre que la gauche du Capital, communes à toutes les factions politiques, ses programmes de gouvernement des variables d'une invariable, : la poursuite de la exploitation du salariat et l'adoration des rapports marchants ; enseignement que nous retirions de l'ensemble de l'histoire de la gauche de par le monde et que depuis tout a confirmé. Dans notre révolte, la critique de la démocratie représentative était pleinement intégrée.

Nous étions fiers de ne représenter que nous-mêmes ; agissant en connaissance de cause, nous ne cherchions l'assentiment que de ceux qui avaient nos visées. Ceux qui complotaient déjà pour rallier la future Constitution post-Franco en étaient conscients aussi, et c'est cela que Puig Antich a payé. Le franquisme fit tourner le garrot mais parce que les « antifranquistes » regardaient ailleurs, ravis et affolés à la fois par le magnifique coup d'ETA contre Carrero Blanco, trop occupés, aussi, à écrire la future Constitution qui allait approfondir et compléter la subordination des prolétaires et désintégrer nos nations.

### ***Que nenni !***

D'autres, plus récemment, ont voulu faire de tels ou tels d'entre nous des nationalistes. Aucun d'entre nous ne fut ou n'avait été nationaliste.

« Patriote » non plus, mais je ne crois pas trahir un seul de mes camarades en disant que nous n'étions pas contre l'indépendance de nos peuples, même si nous préférons l'unité dans le respect mutuel. Rien en cela n'est contraire au vieux principe fédéraliste que tant d'anarchistes ont défendu en Ibérie.

Lors des premières ébauches de la constitution du groupe, pendant le « Procès de Burgos », le soutien effectif à ETA fut au programme.

Nos peuples existaient bien avant que les rois de Castille ne décident de nous annexer. Nos nations se sont constituées dans les luttes contre le projet espagnol. On n'est nation

que face aux colons et dans la mesure où on s'y oppose, et où on lutte contre.

L'Espagne, qu'elle soit franquiste ou démocratique, ne peut se constituer que sur les ruines de nos peuples. Dès sa naissance, aux frontières de la Loire, la France a toujours été une entreprise coloniale, elle n'a reconnu d'autre droit que celui de la conquête. Derrière les fioritures des Lumières, l'appétit de conquête sabre à la main céda la place au mercantilisme arme au poing. De féodale la France devint bourgeoise, les droits de l'homme étant érigés en enchantement remplaçant la foi et la morale chrétiennes, l'esclavage du salariat remplaçant les vieux liens de servitude pour mieux exploiter les hommes, les paysans attachés à leurs communautés naturelles devenant des prolétaires français.

Face à l'Etat central, nos bourgeoisies nationales, ainsi que toute une partie de l'édifice social qui s'élève et se rassasie, même petitement, du partage capitalistique du travail du prolétariat international, ont des intérêts communs avec les prolétaires de nos pays : la défense de certains éléments de notre personnalité, la lutte pour la survie de nos peuples.

La droite nationaliste ne confond point ses intérêts avec ceux de l'ensemble national. Leur « nation » n'est rien d'autre que leurs intérêts.

De l'autre côté, le patriotisme de gauche s'arrête là où les intérêts de leur Etat commencent. Avant l'émergence d'un Etat, ils subordonnent toute revendication à celle toujours prioritaire de la constitution d'un Etat. Une fois celui-ci formé, c'est au renforcement de cet Etat qu'ils utilisent leurs forces ; les revendications des prolétaires, elles, souffrent du même traitement que leur accorde la gauche coloniale : l'horizon de l'esclavage salarié leur semble indépassable. Plus de sous. Plus d'impôts. Plus d'Etat. Tous assistés, tous fonctionnaires. Avant et après l'émergence de cet Etat, ils relèguent les aspirations des prolétaires à la seule revendication salariale, de par leur action ils contribuent à dévier celle des prolétaires de leurs buts propres. Le déclin du mouvement autonome de notre classe sonne le réveil des mouvements réformistes. S'il est vraie que les révolutionnaires ne peuvent pas s'élever au-dessous des conditions de la société et que ses capacités d'actions et de théorisation dépendent du niveau de lutte du prolétariat, il serait donc malhonnête de masquer nos insuffisances et notre incapacité dans la constitution d'une alternative autre que celle proposé par la politique de la gauche nationaliste en imputant aux dirigeants nationalistes une responsabilité qui est entièrement notre. Nos critiques a un certain nationalisme de résistance ne sont valables que accompagnés de l'acceptation des raisons qui insufflent leur mouvement et de la reconnaissance publique de la valeur de ses militants.

La lutte des prolétaires doit aller plus loin que des luttes toujours partielles ; les conquêtes des droits et l'augmentation des salaires sont vouées à être anéanties à court terme par le processus de valorisation et de dévalorisation du Capital.

En abattant la base sociale et économique - le travail salarié -, en expropriant le travail non payé à partir duquel s'édifie l'ensemble social capitaliste, les prolétaires supprimeront une fois pour toutes la possibilité de certaines nations d'en spolier d'autres, en supprimant le commerce, on éliminera l'intérêt à annihiler la personnalité de ces peuples. Le prolétariat est la classe qui concentre en elle les malheurs et misères de toute la nation, en ce sens elle est la seule classe nationale.

Si la séparation est une nécessité immédiate, seule l'abolition des Etats est gage d'une indépendance qui garantisse le développement harmonieux de l'identité à laquelle aspirent nos peuples. C'est seulement à partir de ces conditions-là que les apports des autres communautés ne seront non pas subis mais souhaités.

« Séparation » et « union » n'étant que des solutions politiques transitoires des sociétés liées par l'échange marchand et gérées par des Etats.

La participation à la lutte que nos peuples ont entamée depuis que les rois de Castille et de France ont envahi militairement nos pays, n'était pour nous qu'une portion infinitésimale de notre projet. Ceci est tellement vrai que la question nationale ne fut jamais une question de dispute ni de discussion entre nous. Pour atteindre un but

commun, les prolétaires n'ont pas besoin de faire des alliances qui entraveront postérieurement leurs pas.

Etre nationaliste, c'est abandonner les buts de classe (abolition du travail salarié et de l'échange marchand) pour ne défendre que l'objectif d'une partie du peuple : création d'un Etat séparé de l'Etat oppresseur. C'est, aussi, faire la sourde oreille aux plaintes des peuples opprimés, en avançant des arguments pour justifier un état des choses où un Etat colonise un peuple. Ce nationalisme « passif », c'est de la collaboration avec l'opresseur quels que soient les arguments avancés pour invalider la juste aspiration à l'autodétermination des peuples. On ne peut plus dire que la lutte revendicative syndicalisé conduise systématiquement au socialisme... Par ailleurs, dans le meilleur des cas, même le syndicalisme révolutionnaire se transforme en entrave au communisme à l'heure de la révolution sociale. Certains parmi eux sont aujourd'hui les fidèles reproducteurs de l'idéologie nationaliste des « hussards noirs » de la république. Il n'empêche que malgré les limites de la lutte revendicative des prolétaires, les révolutionnaires se trouvent dans chaque mouvement, qu'ils soient émeutiers ou pas ; de même on ne peut pas être absent de tout combat tendant à la sauvegarde des éléments constitutifs de nos personnalités nationales.

Nous n'avons jamais été captivés ou obnubilés par les projets étatiques du « nationalisme de gauche » ; ni individuellement ni dans notre action en commun, ni avant ni après nos complicités, on ne pourra pas trouver ne serait-ce que le début d'une action à la remorque d'un nationalisme quelconque.

Doit-on nous justifier devant ceux qui, se parant des habits de l'internationalisme, restent insensibles, sourds et aveugles aux agissements des Etats colonisateurs ne trouvant l'usage du qualificatif que pour incriminer ceux qui luttent armes à la main contre ces Etats ?

Quelle crédibilité donner aux théories et discours de ceux, libertaires et gauchistes, qui ne voient chez les êtres humains que des catégories économiques ?

### ***Il était une fois...***

Les destins individuels ne peuvent en aucun cas invalider la signification historique d'un groupe. Si on peut sans mal admettre que chacun est devenu ce qu'il était, on ne doit pas perdre de vue que la "mémoire" individuel trahi souvent le passé pour mieux justifier le présent.

Si la prise des armes n'est pas un choix, le choix des armes en est un.

Conscients qu'on ne peut pas « *improviser une révolution sans les conditions d'une révolution* »(1), nous comprenons le mouvement vers le communisme comme une œuvre collective conditionnée par l'état de maturation de la société et émergeant dans la vie quotidienne ; les tentatives armées des révolutionnaires ne pouvant s'imbriquer dans le mouvement général que si elles tiennent compte du niveau de conscience des prolétaires.

Quels que soient les éléments théoriques et idéologiques des uns et des autres, quel que soit le syncrétisme des révolutionnaires, nul ne peut faire de reproches à ceux qui ne sont pas prêts à s'immoler pour une révolution improbable et uniquement présente dans la tête de certains.

Par contre, personne ne peut se désolidariser de ceux qui sont prêts à le faire, soit par esprit chrétien, soit parce que leur désespoir n'a sans doute d'autre issue que l'ultime confrontation.

En aucune manière les dépits des uns ou les supposées trahisons des autres n'effacent ou ne transmutent le passé de tous. Il reste à démontrer en quoi les choix postérieurs de chacun sont plus conformes au passé de tous, et en quoi l'action armée systématique et organisée, qui ne tiendrait pas compte des mouvements de flux et de reflux de la lutte et qui se dispenserait d'une étude attentive des possibilités révolutionnaires, correspond à la définition, à laquelle nous adhérons, du communisme comme mouvement spontané, en opposition avec le dirigisme, et l'étatisme qui en découle, de la social-démocratie, le communisme non pas comme militantisme frénétique mais comme action dans la vie quotidienne sur tous les aspects de la vie sociale.

Avoir la prétention de pouvoir décréter le moment de l'insurrection, ou croire qu'en tout

moment la prise d'armes est possible, sont en soi des signes indiquant qu'on a substitué la minorité armée au parti léniniste que l'on prétend combattre.

Les combattants qui voudraient s'imposer au mouvement vers le communisme finiront par être rejetés par lui.

Ceux qui, armes à la main, arriveront au but de leur révolte sans avoir de prétentions élitistes et mus par aucune arrière-pensée autre que celle de lutter contre les représentants de l'oppression seront reconnus comme formant le parti de l'anarchie, qui est le nôtre.

### ***L'aveu...***

Les voiles des révolutionnaires se sont toujours avérées trop petites et en mauvaise posture pour gonfler avec le souffle de la révolution ; leur habileté aussi s'est toujours avérée très insuffisante par rapport aux besoins. Nous n'avons pas fait exception à cette règle.

Nous avons fait ce que nous avons pu. Mais ce qui est plus important c'est que nous avons fait ce que nous voulions. Chacun de nous étant complice des crimes des autres.

Chacun n'avait qu'à suivre les conséquences de ses actes initiaux.

La police et la justice se chargèrent de remettre chacun de nous dans le chemin de son individualité.

C'est seulement vis-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis du mouvement que nous devons rendre compte de nos déviances et trahisures postérieures. Nous n'avons de comptes à rendre qu'à ceux qui sont du côté des combattants.

Jamais notre programme ne fut réduit au pétard et à la goupille. On peut se demander si ceux qui se permettent de pointer du doigt les gauchistes ne le font que pour se cacher eux-mêmes derrière leur doigt accusateur (on se demande bien ce qu'ils ont pu partager ensemble pour se sentir trahis). Rendre responsables les autres, alors que leur horizon n'était pas le nôtre, c'est avouer son incapacité à comprendre notre histoire ; c'est partager avec les extrêmes de la gauche une partie du monde fantasmatique où la fanfaronnade tient lieu d'action.

On peut comprendre les prétentions des gâteaux à ne pas être des « *vieux* », ou des jeunes prématurément vieillissés par leur rigidité intellectuelle, on peut moins aisément admettre leur moralisme vis-à-vis des supposés « *traîtres* » qui n'ont jamais eu d'autre éthique que leur réussite.

Il est dérisoire de chercher des « *traîtres* » parmi d'anciens gauchistes, dont la seule aspiration fut de devenir des chefs, dont les théories sur la révolution et sur le rôle des révolutionnaires masquaient mal leur puissant désir de commandement : ils aspiraient à le devenir, ils le sont devenus.

Notre âge ne nous dédouane point des nos dérives, et parfois seule une certaine médiocrité peut en masquer l'importance.

Au ridicule de se vautrer dans le lamentable spectacle d'une bravoure que seule la mansuétude du spectateur rend surprenante, s'additionne le déshonneur de s'y complaire dans une grotesque auto-admiration. Ce qui est encore plus grave, derrière l'image projetée on mythifie le passé en l'édulcorant. En le morcelant sans queue ni tête, seul des voyeurs, dont l'immense majorité forme encore les bataillons de ceux que l'on a toujours répudiés et combattus, croient retrouver des renseignements ou des enseignements.

Il serait plus moral de chercher parmi nous les traîtres, plutôt que de prétendre en trouver chez ceux qui n'ont jamais eu comme autre perspective que la domination. Mais avant d'accuser nos compagnons, on doit débusquer en chacun de nous ce qui peut invalider nos accusations.

### ***Se soumettre ou périr***

Pendant quarante ans de dictature, ils ont modelé une Espagne à leur image : certains administrant la répression, d'autres se délectant dans l'obéissance ; le bruit des bottes masquant les trahisons, soulignant les crimes et la répression. A la mort de Franco, du

peuple qui ouvrait la voie pour sortir du capitalisme, il ne restait que des cendres.

Ceux qui ne s'étaient jamais opposés à rien se sont dépêchés de tout oublier.

Avec la Constitution de 1978, chacun s'est fourni une amnistie ; qui de ses crimes, qui de sa complicité, qui de sa passivité. A l'exception des anarchistes, des quelques groupuscules de l'extrême-gauche et de la seule force politique née pendant le franquisme, l'ETA, tous avaient intérêt à faire table rase de l'histoire. La mémoire fut passée au garrot. Les professionnels de l'information abusant du verbe au service exclusif du mensonge.

Le parti stalinien, qui avait démontré en toute circonstance une bravoure certaine dans sa fidélité aux maîtres de Moscou, céda sa place à la tête de la gestion de la servile revendication d'un socialisme qui a su se volatiliser derrière son inactivité. Alors que personne n'ignorait, surtout ceux qui ne voulaient rien savoir, son rôle à la tête d'une République antisociale, le socialisme pouvait coaguler autour de lui ce qu'il y avait de plus hypocrite dans le Royaume post-franquiste. Cédant à ses penchants naturels, il trouva sans coup férir la place qui était la sienne dans la gestion du Capital.

Si ses arrières grands-parents et ses parents s'exercèrent sans honte dans l'art de courber l'échine, ses petits-fils lèvent aujourd'hui avec fierté leur bulletin de vote contre tout ce qui perturbe leur position d'heureux soumis.

Pire que pendant le franquisme, avec Gonzalez et Zapatero, ce sont les juges qui font la Loi, et en sous-main, la police qui la dicte.

Comme par le passé, les gauches européennes laissent faire : l'insoumission doit être matée.

Leur démocratie s'est nourrie du sang des prolétaires et du malheur de nos peuples.

Leur démocratie s'arrête là où se répand la misère, là où l'autodétermination des peuples commence.

Si le néolibéralisme n'a rien de nouveau, sauf qu'il a reçu dès son apparition le soutien enthousiaste de la gauche - Yves Montand criait avec joie « Vive la crise ! » -, le néo-étatisme flamboyant et sans complexes ressemble en tous points au vieil étatisme qui a plongé le prolétariat dans le chaos. On propose avec le plus grand sérieux aux nouvelles générations des horizons déjà explorés, en masquant leurs conséquences pourtant archivées par l'Histoire.

Sans subordination du travail, pas de Capital. Qui dit Capital dit travail salarié. Le Capital c'est du travail non payé, du travail volé par la violence.

La soumission et la dépendance sont intrinsèques au capitalisme, la production et la reproduction de la plus-value en dépendent ; c'est par la violence et la terreur qu'il s'affirme, il est pérennisé par l'idéologie distillée par l'Education Nationale, les médias de « communication » et l'ensemble de l'appareil normatif ; la police et les tribunaux agissent pour mater ceux qui échappent au dressage.

Devant la précarité, le néo-étatisme glorifie la pérennité de la subordination du travail salarié, et, comme hier, celui-ci est présenté comme un aboutissement, comme la perfection du monde. Bonheur quotidien : un monde où l'homme a intégré sa soumission à l'Etat en devenant un citoyen accompli. Un monde dans lequel seul le tout-Etat vient parachever le paradis monétarisé qu'on propose aux pauvres. Des larmes de crocodile sont versées sur la marchandisation de la planète, mais pour la rendre irréversible, on passe sous silence, le fait que c'est précisément la marchandisation de l'être humain qui l'a rendue possible. Dans toute l'utopie étatique, seuls les bureaucrates, syndicalistes et autres partisans du « gagnant-gagnant » trouvent leur bonheur. L'impossibilité de surmonter les troubles économiques générés par leurs propositions leur assurant à jamais une enviable place de redresseurs de torts. Si certains ont l'assurance de ce que l'Etat peut rétribuer, même petitement, leur rôle social parmi les pauvres, et cela leur suffit pour se tuer à la tâche qu'on leur confie, d'autres, soit de par leur position sociale, soit parce que politiquement les places sont prises, ont la mendicité agressive. Leur radicalité de gauche étant proportionnelle à l'incompétence politique et aux ressentiments cumulés dans une vie militante où ce que



l'on proclame est en décalage avec ce que l'on vit. Une certitude, derrière tant de propositions et de démagogie, leur rôle sera assuré en tant qu'intermédiaires entre un présent amputé de son passé et un futur, inaccessible dans le meilleur des cas, cauchemardesque dès qu'il s'insère dans la réalité.

Le libéralisme et l'étatisme, vieux et nouveaux, sont les deux tendances du développement du Capital. Au pouvoir ou dans l'opposition, les uns viennent compléter ou finaliser les projets et les réalisations des autres.

Tout l'imaginaire de l'altermondialisme est mis à contribution. Ecologistes, gauche, extrême-gauche et libertaires apportent avec joie, et avec un sérieux indéniable, autant d'idées pour mettre au point le projet de la subordination éternelle.

Précédant historiquement les possibilités d'un néo-étatisme, les adorateurs de l'échange marchand, après nous avoir vanté les mérites du « développement durable », se prosternent devant un « commerce équitable ». On prêche un salaire à vie et sans travail, suite et fin d'un juste salaire. Par touches successives, ils sèment les éléments constitutifs d'un État planétaire. Le moment venu, l'accumulation des propositions réussira à compléter et améliorer ce qui est construit par les timoniers de la gouvernance du monde.

D'autres aspects des propositions sont destinés non pas à être appliqués, mais à être entendus comme étant une diversion vis-à-vis de ceux dont la révolte n'est qu'intellectuelle.

Quand la crédulité de l'immense majorité atteint ses limites, il reste les bons sentiments... Les bons sentiments de gauche, qui ne sont qu'un recyclage du vieux et puant christianisme, servant à masquer les plus crapuleuses des initiatives visant à empêcher la prise de conscience de la nécessité du communisme.

Tous volontaires pour rendre pérenne l'esclavage salarié, pour incruster la servitude dans chaque cellule du corps social, pour nous rendre esclaves de la futilité. Tous volontaires pour effacer la mémoire du passé, proposant un avenir calqué sur le présent ; un avenir dont la seule variable est leur place dans la hiérarchie sociale. Tous solidaires pour condamner les actes de désespoir, surtout quand ces actes les mettent en face de leurs responsabilités.

Le salariat comme avenir, l'argent comme lien social et l'Etat comme intermédiaire.

Se soumettre ou périr. Voilà leur programme !

### **ORIOU !**

On ne prend pas les armes par pure réflexion intellectuelle, le désespoir précède l'intelligence ; le degré d'organisation et de formulation théorique étant le reflet du niveau de conscience acquis. Soit le désespoir émanant d'une vie de misère, soit le désespoir d'une jeunesse qui a su ressentir la souffrance derrière les dorures de l'aisance matérielle. Les cibles du désespoir étant déterminées par le rôle qu'elles remplissent dans un moment donné et par le niveau de conscience des émeutiers et insoumis.

Les uns et les autres, tous, pour mieux justifier leur rôle social, veulent nous convaincre de l'inutilité de notre combat sans jamais pouvoir apporter une seule preuve de l'utilité du leur.

Ce qui a été retenu de l'ensemble de l'activité du M.I.L., c'est qu'il s'agissait d'une activité qui terrorisait les braves gens, et soit elle dérangeait, soit elle obnubilait les révolutionnaires d'opérette.

Ici et là, des émeutes de prolétaires sont autant d'indices d'un monde qui s'autodétruit en cherchant en vain la voie vers l'abolition de ce qui cause leurs détresses ; à côté de ces mouvements de désespoir que plus aucune idéologie ne réussit à contenir, des donneurs des leçons noircissent des pages et érigent leur nombrilisme en credo révolutionnaire. Ils se convertissent ainsi en autant d'entraves du futur souffle révolutionnaire.

Comme par le passé, les futurs révoltés devront commencer par les écarter de leur chemin ; c'est à ce seul prix que le parti de la subversion deviendra un parti

révolutionnaire.

Si, comme le travail de Sergi le montre, notre activité allait bien au-delà de l'activité « militaire », dans le mouvement vers le communisme, la prise des armes n'étant qu'un des éléments de la formation d'une société sans esclavage salarié et sans commerce, il n'est pas inutile de se souvenir du message que Jean-Marc Rouillan m'avait demandé de lire lors de la pose d'une stèle dans les montagnes de Nafarroa, le 19 octobre 2002 à Auritz (Roncevaux), en souvenir de notre camarade Oriol. A l'endroit même où Oriol fut assassiné par la Guardia Civil, en terre basque :

**« Le 6 avril 1976, c'était hier. Bien que trente ans soient passé, et que les choses aient changées en bien et en mal pareillement.**

**Oui, c'était hier et tu n'as pas entendu le fracas de la balle qui te tua sur ce sentier de nos montagnes.**

**Un des chemins qui ressemblait tant à ceux nous courions, à la main un fusil, côte à côte, dans la sierra del Cadi.**

**Non, ceci n'est pas un discours. On ne discourt pas de la vie ou de la mort d'un guérillero.**

**On se tait et l'on écoute le vent nous parlant de lui et de son combat.**

**Et ce vent respire. Pour lui la nostalgie et le chagrin ne sont pas de mise.**

**Son souffle vivant nous rappelle qu'un hommage authentique à un guérillero disparu, est avant tout un témoignage pour ceux qui combattent au présent en épaulant leurs fusils et en dressant leur drapeau de justice contre l'injustice et les mystifications.**

**Contre les masques renouvelés des vainqueurs, oui, nous, ceux de cette époque lointaine, nous avons connu ces ennemis, les yeux dans les yeux et nous les reconnaitrions entre mille.**

**Alors, de ces mots sur la pierre, éloignez les tromperies et les beaux souvenirs, car le vent nous dit qu' existe autant, sinon plus de raisons de se révolter de nos jours, que du temps où, cher Oriol, tu empoignas ton arme.**

**Un instant, écoutez le vent : Il ne chante pas le passé, mais la liberté. »**

Euskal Herria septembre 2006

1 Karl Marx.

2. ni " démembrée ", ni " rouge ". Le franquisme prétendait préférer une Espagne rouge à une Espagne démembrée

3. L'antiautoritarisme dans la Barcelone de l'époque visait plus l'autoritarisme léniniste contraire à l'autonomie du mouvement ouvrier qu'une réaction contre l'état de la société franquiste. La " constitution " du groupe fut un processus théorique et pratique. L'explication de l'absence de " congrès " constitutif est à chercher dans la conscience, diffuse pour certains, qu'il s'agissait d'une dynamique où l'important n'était pas le groupe mais l'ensemble du mouvement vers l'autonomie.

4 « Union ouvrière, pour l'abolition du travail salarié et de la marchandise ».

5 « Ni jefes, ni lideres, ni partidos, ni sindicatos », « Asambleas de sección, taller, empresa, zona, localidad, comarca, etc. », « Delegados revocables y rotativos para la coordinación de las diferentes asambleas » fut inscrit au dos de l'édition d'un texte de Pannekoek écrit en 1936 et édité par nous en août 1976. A l'édition de « Las jornadas de Mayo » (1976) de G. Munis on ajouta « Abajo la esclavitud asalariada ».( « Ni chefs, ni leaders, ni partis, ni syndicats », « Assemblées de section, atelier, entreprise, zone, localité, région, etc. », « Délégués révocables et rotatifs pour la coordination des différentes assemblées ».)



mayo 37